

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

8 JUIN 1973.

PROJET DE LOI

relatif à l'accélération de la programmation sociale en faveur des travailleurs indépendants en matière d'allocations familiales.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES CLASSES MOYENNES (1)

PAR M. NAMECHE.

MESDAMES, MESSIEURS,

Exposé du Ministre.

Le Ministre attire l'attention sur le fait qu'en matière d'allocations familiales, la parité existe avec le secteur des travailleurs salariés, sauf pour les premier et second enfants.

La programmation sociale actuelle prévoit la parité à partir du 1^{er} juillet 1975 pour le second enfant, à réaliser par tranches de 1/4 le 1^{er} juillet de chaque année, de 1972 à 1975.

Suivant l'accord gouvernemental, ce projet tend à réaliser l'assimilation pour le 2^e enfant en ce qui concerne le supplément d'âge à partir du 1^{er} juillet 1973.

(1) Composition de la Commission:

Président: M. Jeunehomme.

A. - Membres: MM. Bourgeois, Brimant, d'Alcantara, De Keersmaecker, Saint-Remy, Suykerbuyk, Tanghe, Van Rompaey, - MM. Demets, Denison, Laridon, Mathys, Nameche, Remade (Marcel), Smets, - MM. Clercx, jeunehomme, Sprockeels, Verberckmoes, - MM. Bila, Boon, - MM. Leys, Mattheyssens.

B. - Suppléants: MM. Charpentier, Desmarests, Diegenant, Verhaegen, - MM. Adriaenssens, Boel, Degroeve, Hubin, - MM. Damseaux, Flamant, - M. Havelange, - M. Goemons.

Voir:

S88 (1972-1973) :

- No 1: Projet de loi.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

8 JUNI 1973.

WETSONTWERP

betreffende de versnelling van de sociale programmatie ten voordele van de zelfstandigen inzake kinderbijslag.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE MIDDENSTAND (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER NAMECHE.

DAMES EN HEREN,

Uiteenzetting van de Minister.

De Minister wijst erop dat de kinderbijslagen voor zelfstandigen, met uitzondering van die voor het eerste en het tweede kind, dezelfde zijn als die voor werknemers.

De huidige sociale programmatie voorziet in de gelijk-schakeling voor het 2^e kind tegen 1 juli 1975, wat zal worden bereikt door toekenning van gedeelten van 1/4 van het verschil, telkens per 1 juli van elk der jaren 1972 tot 1975.

Ter uitvoering van het regeerakkoord wil het onderhavige ontwerp de gelijkheid voor het 2^e kind, wat betreft de leeftijdsbijslag, vanaf 1 juli 1973 invoeren.

{U Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer jeunehomme.

A. - Leden : de heren Bourgeois, Brimant, d'Alcantara, De Keersmaecker, Saint-Remy, Suykerbuyk, Tanghe, Van Rompaey, - de heren Demets, Denison, Laridon, Mathys, Nameche, Remacle (Marcel), Smers, - de heren Clercx, jeunehomme, Sprockeels, Verberckmoes, - de heren Bila, Boon, - de heren Leys, Mattheyssens.

B. - Plaatsvervangers: de heren Charpentier, Desmarests, Diegenant, Verhaegen, - de heren Adriaenssens, Boel, Degroeve, Hubin, - de heren Damseaux, Flamant, - de heer Havelange, - de heer Goemons.

Zie:

588 (1972-1973):

- Nr 1: Wetsontwerp.

La charge financière de cette mesure, à l'indice 131,7 peut être estimée à 63,2 millions pour 1973, 96,9 millions pour 1974, et 32,4 millions pour 1975. Cette dépense est totalement à charge de l'Etat, dans le cadre du crédit de 1,5 milliard que le Gouvernement a mis à la disposition des travailleurs indépendants.

Le Ministre cite les propositions qui ont été faites par le Comité de gestion de l'Office national des allocations pour travailleurs salariés, en ce qui concerne l'utilisation du fond de réserve. Ces propositions tendent à accorder de nouveaux avantages à certaines catégories d'ayants droit, pour lesquelles la parité avec le régime des travailleurs salariés existe déjà (orphelins, handicapés, et enfants d'invalides).

Si le Ministre de la Prévoyance sociale marque son accord sur les propositions du Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S., le Ministre est d'avis que les mêmes avantages doivent être octroyés aux travailleurs indépendants, afin de maintenir la parité acquise.

A cet effet, et en accord avec le Gouvernement, il est réservé 186 millions.

La parité absolue pour le premier enfant coûterait environ 1,857 milliard.

En tenant compte des moyens financiers actuels, la réalisation en une étape est impossible.

Le Ministre déclare qu'une parité éventuelle pour le premier enfant ne pourrait être réalisée que progressivement.

Discussion générale.

Un membre met en exergue la situation à tout le moins spéciale selon laquelle un régime, celui des travailleurs salariés peut, grâce à ses réserves, rechercher la façon dont celles-ci pourraient être utilisées par l'octroi d'avantages nouveaux, alors qu'un autre régime, celui des travailleurs indépendants, s'efforce à tendre à la parité avec le premier, mais éprouve les plus grandes difficultés financières pour pouvoir y aboutir. L'unification des différents régimes lui semble être la seule solution valable.

Il fait remarquer par ailleurs que le Gouvernement n'a pas encore pris de décision au sujet de l'affectation des réserves de l'O.N.A.F.T.S., alors que la décision du Comité de gestion date de décembre 1972.

Enfin, il attire l'attention sur le fait que le Ministre devra, dans son souci de maintenir la parité sociale, tenir compte d'un élément nouveau. En effet, si ses informations sont exactes, il serait proposé d'allouer dans le régime des travailleurs salariés, un quatorzième mois d'allocations familiales.

Le Ministre répond qu'il est conscient du problème général qui a été évoqué. Il y a en effet, sur le plan financier, une différence fondamentale entre le régime des travailleurs salariés et celui des travailleurs indépendants. On pourrait difficilement admettre que le progrès social soit retardé dans un régime sous prétexte qu'un autre régime, qui ne dispose pas des mêmes ressources, ne puisse pas le suivre.

Ce problème se posera avec acuité lorsque l'égalisation sera atteinte pour les enfants de deuxième rang. En effet à ce moment, seule l'égalisation pour le premier enfant resterait à envisager. Or, il s'avère que toute mesure sur ce point entraîne des charges financières extrêmement importantes pour une programmation future, sans oublier que la préoccupation primordiale devra rester celle de maintenir la parité à l'heure qu'il est.

Une option fondamentale devra être prise à ce sujet à la lumière des conclusions du groupe Allard.

Quant aux propositions du Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S., le Ministre fait état de négociations au

De la charge financière de cette mesure, à l'indice 131,7 - est évaluée à 63,2 millions en 1973, à 96,9 millions en 1974 et à 32,4 millions en 1975. Cette dépense est totalement à charge de l'Etat, dans le cadre du crédit de 1,5 milliard que le Gouvernement a mis à la disposition des travailleurs indépendants.

Le Ministre fait référence aux propositions qui ont été faites par le Comité de gestion de l'Office national des allocations pour travailleurs salariés, en ce qui concerne l'utilisation du fond de réserve. Ces propositions tendent à accorder de nouveaux avantages à certaines catégories d'ayants droit, pour lesquelles la parité avec le régime des travailleurs salariés existe déjà (orphelins, handicapés, et enfants d'invalides).

Si le Ministre de la Prévoyance sociale marque son accord sur les propositions du Comité de gestion de l'O.N.A.F.T.S., le Ministre est d'avis que les mêmes avantages doivent être octroyés aux travailleurs indépendants, afin de maintenir la parité acquise.

A cet effet, et en accord avec le Gouvernement, il est réservé 186 millions.

La parité absolue pour le premier enfant coûterait environ 1,857 milliard.

En tenant compte des moyens financiers actuels, la réalisation en une étape est impossible.

Le Ministre déclare qu'une parité éventuelle pour le premier enfant ne pourrait être réalisée que progressivement.

Algemene bespreking.

Een lid belicht de op zijn minst bijzondere situatie die erin bestaat dat de regeling voor werknemers, wegens de bestaande reserves, naar een middel zoekt om die te gebruiken door de toekenning van nieuwe voordelen, terwijl de regeling voor zelfstandigen zich inspant om, de gelijkheid met het andere stelsel te bereiken, maar daarbij de grootste financiële moeilijkheden ondervindt. De eenmaking van de beide regelingen schijnt hem de enig mogelijke oplossing te zijn.

Hij merkt trouwens op dat de Regering nog geen beslissing genomen heeft in verband met de besremming die moet worden gegeven aan het reservefonds van de R.K.W., ofschoon het Beheerscomité, reeds in december 1972 daarvoor een beslissing genomen heeft.

Ten slotte vestigt hij de aandacht van de Minister op het feit dat indien deze de sociale gelijkheid wil handhaven, hij rekening moet houden met een nieuw gegeven. Volgens sommigen, geruchten immers zou er een voorstel zijn om in het stelsel van de werknemers een veertiende maand kinderbijslag toe te kennen.

De Minister antwoordt dat hij zich bewust is van het algemeen probleem dat hier naar voren wordt gebracht. Op financieel gebied is er namelijk een fundamenteel verschil tussen het stelsel der werknemers en dat van de zelfstandigen. Het is bezwaarlijk aan te nemen dat de sociale vooruitgang in een regeling vertraagd wordt onder het voorwendsel dat een ander stelsel, dat niet over dezelfde inkomsten beschikt, niet kan volgen.

Het probleem zal nog scherper worden wanneer de gelijkstelling voor het tweede kind zal bereikt zijn. Vanaf dat ogenblik moet nog alleen de gelijkstelling voor het eerste kind worden gerealiseerd. Doch elke maatregel op dit stuk brengt met het oog op een toekomstige programmatie aanzienlijke financiële lasten mee, waarbij van alles moet worden getracht de reeds besaande gelijkheid te behouden.

Er moet in dat verband een fundamentele keuze gedaan worden in het licht van de besluiten van de groep Allard.

Inzake de voorstellen van het Beheerscomité van de R.K.W. wijst de Minister naar onderhandelingen op rege-

niveau gouvernemental. Il a toutes les raisons de croire qu'une décision pourra intervenir à brève échéance.

Un membre attire l'attention du Ministre sur un problème qui se situe quelque peu en dehors du cadre du projet.

Un travailleur frontalier ayant un enfant de plus de cinq ans n'a pas droit aux allocations familiales en France. Si son épouse était commerçante, les allocations familiales seraient prises en charge par le régime belge pour travailleurs indépendants.

Les règlements 1408/72 et 574/72 de la C. E. E. ouvrent un droit en régime belge, pour travailleurs salariés, à partir du 1^{er} octobre 1972.

Le droit est-il payé dans ce régime et par quel canal?

Le paiement est-il suspendu dans celui des travailleurs indépendants?

Le Ministre promet que cette question sera examinée immédiatement avec toute l'attention voulue.

Un membre attire alors l'attention du Ministre sur le problème général des conventions de sécurité sociale en matière de statut social des travailleurs indépendants. Des questions restent sans solution dans ce régime, alors qu'elles sont réglées dans celui des travailleurs salariés.

Le Ministre, faisant état d'une réunion récente dans le cadre de Benelux, se propose de faire établir l'inventaire complet des problèmes auxquels une solution doit être trouvée dans un contexte international.

* * *

Les articles et l'ensemble du projet de loi sont adoptés à l'unanimité.

Le Rapporteur,

L. NAMECHE.

Le Président a.i.

ringsniveau. Hij meent te mogen vaststellen dat binnenkort een beslissing zal worden genomen.

Een lid vestigt de aandacht van de Minister op een probleem dat enigszins buiten het bestek van het ontwerp valt.

Een grensarbeider met een kind van meer dan vijf jaar ten laste heeft in Frankrijk geen recht op kinderbijslag. Indien zijn vrouw handelaarster was, zou de kinderbijslag ten laste vallen van het Belgisch stelsel voor zelfstandigen.

De verordeningen van de E. E. G. 1408/72 en 574/72 openen het recht op kinderbijslag in de Belgische regeling voor werknemers vanaf oktober 1972.

Wordt de bijslag uit die regeling betaald en via welk kanaal?

Wordt de betaling in de regeling voor zelfstandigen geschorst?

De Minister belooft dat deze kwestie onmiddellijk met de nodige aandacht onderzocht zal worden.

Een ander lid vestigt de aandacht van de Minister op het algemene probleem van de overeenkomsten betreffende de sociale zekerheid inzake het sociaal statuut der zelfstandigen. Problemen die geregeld werden in het stelsel voor werknemers blijven zonder oplossing in de regeling voor zelfstandigen.

De Minister maakt gewag van een recente vergadering in het kader van Benelux en neemt zich voor een volledige inventaris te laten opstellen van de problemen die in internationaal verband nog moeten geregeld worden.

* * *

De artikelen en het gehele ontwerp worden eenparig aangenomen.

De Verslaggever,

De Voorzitter a.i.,

F. TANGHE.